

suis sûr que mon honorable ami admettra avec moi que la circonscription de Hastings-Ouest est aujourd'hui mieux connue dans tout le Canada qu'elle ne le fut jamais auparavant. Mon honorable ami se rappellera que c'est lui-même qui a ouvert cette circonscription durant la dernière session afin d'éprouver la confiance publique à l'égard de la présente administration. Avec son courage habituel, il choisit une circonscription qui, depuis l'époque de la Confédération, avait été l'un des châteaux forts conservateurs de l'Ontario. Il choisit une circonscription qu'il croyait incapable d'élire personne autre qu'un adversaire du gouvernement. Il prit une part active à cette lutte, il y exposa de son mieux les idées politiques qu'il aime à prôner, et, après cette campagne, son candidat fut battu avec une majorité écrasante par le nouveau député de cette circonscription. On se souviendra longtemps de l'honorable député de Hastings-Ouest pour cette victoire si bien méritée. Grâce à son discours de cet après-midi, il a ajouté de nouveaux lauriers à ceux qu'il avait déjà gagnés.

Mon honorable ami a coutume de dire que le gouvernement actuel ne jouit pas de la confiance du public et il ne cesse de vanter sa panacée favorite qui est d'augmenter le tarif pour remédier aux maux du pays. Connaissant la foi qu'il a dans son remède breveté, je m'étonne de ce que, dans le cours de ses remarques, aujourd'hui, il ne se soit pas étendu plus longuement sur ce sujet en particulier. Peut-être avait-il à l'esprit son procédé quelque peu unique de présenter au public, à la veille de l'ouverture de cette Chambre, au nom de son parti, un manifeste exposant le remède qu'il prescrit pour toutes les conditions existantes, et peut-être a-t-il compris que cette déclaration de principes avait reçu suffisamment de publicité pour le moment. Ce que je voudrais faire remarquer à mon honorable ami, c'est que sa panacée fut proposée au pays en 1921 et qu'elle reçut alors un bien pauvre accueil. Il commença sa campagne en août et la continua jusqu'en décembre; après tout ce temps, après avoir dit au pays que le seul grand remède qu'il fallait à ses maux était la protection accentuée, il est resté sans un seul partisan dans six provinces sur les neuf de ce Dominion. Quand le Parlement se réunit ensuite, il nous dit que le peuple avait été trompé et que le Gouvernement ne jouissait pas de la confiance publique. Depuis la dernière session, six vacances se sont produites, donnant lieu à des luttes dans six circonscriptions électorales, et, sur ces six, cinq ont élu des amis de la présente administration. Dans la dernière circonscription, où mon honorable ami

[Le très hon. Mackenzie King.]

prit une part personnelle à la lutte, son candidat n'obtint qu'une majorité considérablement réduite. Etant donné tout cela, je pense qu'il devrait comprendre que le remède qu'il propose n'est pas celui que le peuple de ce pays croit essentiel en ce moment.

Monsieur l'Orateur, je ne croyais pas que le discours du trône pût satisfaire mon très honorable ami. A la dernière session, il nous dit que nous eussions mieux fait d'omettre certains sujets énumérés dans le discours; aujourd'hui, parce qu'une ou deux questions ne sont pas mentionnées en termes précis, il nous dit qu'on eût dû les y inclure. Il est évident que, quoi que tente le Gouvernement à cet égard, il ne pourrait satisfaire mon très honorable ami.

Néanmoins, il a fait sur le discours du trône une réflexion qui n'avait guère sa raison d'être. Je pense, bien qu'il ne soit pas malaisé d'en découvrir la raison. Il dit qu'à son avis le discours était en grande partie fictif et que sa partie substantielle était indigeste. En écoutant la critique hésitante et trébuchante que mon très honorable ami a faite du discours, je ne pouvais m'empêcher de songer qu'il souffre de l'indisposition dont il a parlé.

Mon très honorable ami a parlé du protocole de Genève et demandé pourquoi il n'en fut pas fait mention dans le discours, pourquoi le Gouvernement n'a pas annoncé sa politique. Il fit allusion au fait que le Gouvernement britannique a annoncé la sienne dans le discours du trône. Si j'ai bien entendu ses paroles, je puis dire que mon très honorable ami n'a pas présenté la situation sous son vrai jour. Le parlement britannique et les autres parlements de l'empire se sont réunis récemment et, que je sache, aucun gouvernement de ces pays n'a annoncé sa politique à l'égard du protocole de Genève dans son discours du trône et tous pour la même raison, je suppose, raison que comprendront, je pense, mes honorables collègues. Comme les honorables députés le savent, le gouvernement de la Grande-Bretagne a demandé récemment aux divers gouvernements des Dominions s'il ne serait pas possible de réunir certains de leurs membres en Angleterre le printemps prochain pour étudier le protocole de Genève. A cause de l'ouverture de la session, les ministres ont cru qu'il leur serait difficile, sinon impossible, de s'absenter à cette époque, et ils répondirent en conséquence au gouvernement de Sa Majesté à Westminster. La plupart des autres dominions autonomes ont envoyé une réponse semblable, je crois. On suggéra de tenter par un échange de communications entre les gouvernements des